

Catalogue des formations

Imd5-2026-2027

Droit et science politique



Table des matières

1. Licence LMD

1.1. Droit [Licence]	3
1.2. Droit français - Droits étrangers [Licence]	5
1.3. Science politique [Licence]	7

2. Master LMD

2.1. Droit de l'économie [Master]	11
2.2. Droit des affaires [Master]	15
2.3. Droit du numérique [Master]	17
2.4. Droit européen [Master]	18
2.5. Droit français - Droits étrangers [Master]	22
2.6. Droit international [Master]	24
2.7. Droit notarial [Master]	26
2.8. Droit pénal et sciences criminelles [Master]	28
2.9. Droit privé [Master]	30
2.10. Droit public [Master]	32
2.11. Droit social [Master]	34
2.12. Justice, procès et procédures [Master]	38
2.13. Science politique [Master]	40
2.14. Systèmes juridiques et droits de l'Homme [Master]	42

3. Capacité en droit

3.1. Capacité en droit	44
------------------------------	----



Droit [Licence]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 3 ans
- > ECTS : 180
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale
- > Formation à distance : Non

Présentation

Parcours proposés

- > [Droit](#)
- > [Double Licence Droit - Economie](#)
- > [Double Licence Droit - Histoire de l'art et archéologie](#)
- > [Double Licence Droit - Histoire](#)
- > [Double Licence Droit - Philosophie](#)
- > [Double Licence Droit - Science politique](#)

Présentation

La Licence en Droit est une formation généraliste en droit.

Elle propose aux étudiants un enseignement tendu vers deux objectifs :

- 1) l'acquisition des principales méthodes et raisonnements propres aux juristes (analyse des décisions judiciaires, résolution de cas pratiques, commentaires de textes) ;
- 2) une très bonne connaissance des grandes matières des diverses disciplines juridiques.

Elle offre également, chaque année, une ouverture pluridisciplinaire par l'accès à des matières transversales.

La Licence en Droit constitue ainsi une base solide ayant vocation, par une spécialisation progressive, à préparer à l'ensemble des métiers du Droit. Elle permet en particulier de passer les examens et concours ouverts aux titulaires d'une Licence, ou d'accéder à un Master, notamment les Masters en Droit de l'Université Paris Nanterre : Droit des affaires, Droit comparé, Droit



de l'économie, Droit européen, Droit international, Droit notarial, Droit du numérique, Droit pénal, Droit privé, Droit public, Droit social, Justice-procès-procédure, Systèmes juridiques et droits de l'Homme.

Les + de la formation

La Licence en Droit de Nanterre présente l'avantage :

- d'une formation généraliste à spécialisation progressive,
- d'un apprentissage rigoureux de la méthode juridique,
- d'un encadrement et d'un soutien pédagogiques renforcés,
- d'une ouverture à des questions d'actualité transversales,
- d'un accompagnement à la professionnalisation, à travers des échanges avec les professionnels des métiers du droit et grâce au stage obligatoire(L3),
- d'un appui sur des partenariats avec les juridictions locales,
- de liens étroits avec les laboratoires en droit de la faculté,
- d'une ouverture à l'international.



Droit français - Droits étrangers [Licence]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 3 ans
- > ECTS : 180
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale
- > Formation à distance : Non
- > Lien(s) vers des sites du diplôme : :

Présentation

Parcours proposés

- > [Droit français - Common law](#)
- > [Droit français - Droit allemand](#)
- > [Droit français - Droits espagnol et latino-américains](#)
- > [Droit français - Droit italien](#)
- > [Droit français - Droit russe et droits d'Europe orientale](#)

Présentation

La Licence en Droit français – Droit étranger est une double formation en droit.

Elle propose aux étudiants l'acquisition des principales connaissances, méthodes et raisonnements de droit français et du droit étranger correspondant au parcours choisi : droit allemand, droit anglo-américain (common law), droits espagnol et des pays d'Amérique latine, droit italien, droits russe et des pays d'Europe orientale. Les cours de droit étranger sont dispensés dans la langue étrangère du parcours.

La formation offre de plus, chaque année, une ouverture pluridisciplinaire par l'accès à quelques matières transversales.

La Licence en Droit français – Droit étranger constitue ainsi une base solide ayant vocation, par une spécialisation progressive en Droit français et une connaissance générale des principales disciplines de Droit étranger, à préparer les diplômés à devenir des juristes bilingues compétents dans les deux systèmes juridiques étudiés.



Les + de la formation

La licence en Droit français – Droit étranger présente l'avantage :

- d'une formation généraliste à spécialisation progressive en droit français,
- d'une formation étendue et en langue étrangère dans le droit étranger choisi,
- d'un apprentissage rigoureux de la méthode juridique,
- d'un encadrement et d'un soutien pédagogique renforcés,
- d'une ouverture à des questions d'actualité transversales,
- d'un appui sur des partenariats avec les juridictions locales,
- d'une ouverture à l'international.

Et après

Fiches métiers ROME

- > E1108: Traduction, interprétariat
- > K1901: Aide et médiation judiciaire
- > K1902: Collaboration juridique
- > K1903: Défense et conseil juridique
- > K1904: Magistrature



Science politique [Licence]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 3 ans
- > ECTS : 180
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation continue
- > Formation à distance : Non

Présentation

Parcours proposés

- > [Science politique](#)
- > [Double Licence Science politique - Droit](#)

Présentation

La Licence de Science politique permet d'acquérir des connaissances approfondies en sciences sociales et politiques, d'enrichir sa culture générale ainsi que de développer un regard critique sur l'actualité. Elle repose sur un tronc commun en sociologie politique, études européennes, relations internationales, philosophie politique, histoire des idées, action publique et socio-histoire. Elle aborde également les études de genre et les études postcoloniales. Des modules de langue et de professionnalisation sont dispensés tout au long de la licence. Un stage ou un semestre d'échange international est possible en troisième année.

Objectifs

Objectifs de la certification :

La licence est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de licence. Elle confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivrée.

La licence atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Elle prépare à la poursuite d'études en master comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention et elle est organisée pour favoriser la formation tout au long de la vie.



La licence favorise la personnalisation des parcours de formation et offre des dispositifs d'accompagnement pédagogique, en tenant compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

Activités visées :

- Recueil, vérification et traitement d'information et d'actualité sur un sujet donné, au plan local, national et international
- Conduite d'études socio-politiques (études quantitatives et qualitatives)
- Analyse d'une situation (environnement, acteurs, etc.)
- Veille réglementaire, politique et juridique
- Rédaction de documents d'aide à la décision (rapports, notes de synthèse, etc.)
- Conseils et assistance politiques
- Aide à la conception, au pilotage et à la mise en œuvre des politiques publiques
- Organisation et mise en œuvre d'actions de communication et de diffusion d'information

Savoir-faire et compétences

Compétences transversales

- Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe.
- Identifier et sélectionner avec esprit critique diverses ressources dans son domaine de spécialité pour documenter un sujet.
- Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation.
- Développer une argumentation avec esprit critique.
- Se servir aisément des différents registres d'expression écrite et orale de la langue française.
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non-ambiguë, dans au moins une langue étrangère.
- Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la licence ainsi que les parcours possibles pour y accéder.
- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte.
- Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs.
- Situer son rôle et sa mission au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives.
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale.
- Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet.
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique.

Compétences spécifiques à la science politique

- Réaliser des enquêtes de terrain et de diagnostic de situation en y investissant des connaissances de science politique
- Produire des analyses à partir de données qualitatives (entretiens, observations ethnographiques, archives) et quantitatives (sondages, enquêtes quantitatives) en fonction du contexte et de la demande
- Rechercher, collecter et synthétiser des informations sur les questions sociales et politiques à partir de différents supports, en repérant et restituant les sources et statuts des données utilisées
- Identifier au sein d'un document les différentes formes et manifestations du politique dans une perspective pluridisciplinaire et réflexive
- Connaître et repérer les acteurs politiques, administratifs et sociaux aux échelles locales, nationales et supranationales
- Identifier et spécifier les caractéristiques sociales, économiques, politiques et culturelles des grandes aires géoculturelles
- Analyser / produire une analyse pratique et théorique de ces formes et manifestations en mobilisant les concepts et méthodes appropriées propres à la science politique



- Rendre compte des réalités et pratiques des politiques publiques, de l'action des organisations, des groupements et mouvements politiques, syndicaux et associatifs sur un plan local, national et international
- Rédiger une grande variété de documents écrits (notes et articles de synthèse, comptes rendus d'entretien et d'observation, dossiers thématiques, articles, etc.)
- Prendre part à la formulation des stratégies d'action et des propositions opérationnelles, en particulier en matière d'appui décisionnel, de lobbying et de représentation

Les + de la formation

La Licence de Science politique permet d'acquérir une connaissance critique du monde politique par l'acquisition de savoirs en sciences sociales. Les enseignements couvrent les champs traditionnels de la science politique (des élections aux mobilisations collectives, en passant par l'action publique, les relations internationales, l'histoire politique et la philosophie politique) ainsi que des problématiques nouvelles comme les études de genre, les études post-coloniales et la sociologie politique de l'environnement. Certains cours, comme le droit constitutionnel sont communs avec la Licence de Droit.

Stage ou alternance

Stages

- > **Stage:** Obligatoire (10 jours ouvrés (soit 2 semaines))

Une UE de stage doit être validée au cours de la L3.

Il se déroulera dans une structure en rapport avec le domaine du politique (liste non exhaustive) :

- dans les partis politiques, dans les groupes de pression (associations, ONG, syndicats, groupements professionnels, cabinets de lobbying, etc.)
- dans les institutions parlementaires, dans les institutions européennes, dans l'administration centrale (ministères) ou déconcentrée (préfectures), dans les collectivités territoriales (région, département, mairie),
- dans le secteur de l'analyse politique, dans le monde académique (enseignement et recherche universitaire) ou en dehors (expertise, journalisme, presse écrite, radio, audiovisuel, communication, etc.).

Et après

Poursuite d'études

La licence permet aux étudiant.e.s de poursuivre:

- en Master de science politique, pour se spécialiser dans les 5 parcours proposés à l'Université Paris Nanterre (« Sciences sociales du politique et de l'international », « Travail politique et parlementaire », «Gestion des collectivités territoriales »,



« Risque, sécurité et conflits », « Métiers de la solidarité internationale : coopération et ONG ») ou ailleurs (Universités, IEP) ; ou

- dans des Masters spécialisés dans les disciplines enseignées en Licence (sociologie, histoire, communication, etc.). En outre, le savoir dispensé sert à préparer les concours des IEP.

Insertion professionnelle

La licence prépare les étudiant.e.s aux métiers de la recherche, de la politique, de la communication, du journalisme, de la fonction publique et de la solidarité internationale.

Secteurs d'activités visés :

- Administration générale, économique et sociale
- Activités des organisations associatives, syndicales et partisanes
- Activités des organisations et organismes extraterritoriaux
- Recherche-développement en sciences humaines et sociales
- Journalisme et information média
- Communication
- Conduite d'enquêtes
- Mise en oeuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics

Contact(s)

> Nicolas Simonpoli

Responsable pédagogique
n.simonpo@parisnanterre.fr

> Arnault Skornicki

Responsable pédagogique
askornicki@parisnanterre.fr

> Jean-michel Chahsi

Responsable pédagogique
jmchahsi@parisnanterre.fr

Autres contacts

Contact administratif : secretariat-sciencepo@dsp.parisnanterre.fr



Droit de l'économie [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Oui
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation en apprentissage, Formation continue
- > Formation à distance : Non

Présentation

Parcours proposés

- > [Droit de l'économie](#)

Présentation

Parcours unique Droit de l'Economie en M1 et en M2

En M2 : Formation initiale avec stage ou mémoire de recherche ou Apprentissage

Formation professionnalisante en deux ans, également ouverte à la recherche et la poursuite en doctorat :

Le M1 propose des enseignements de droit public, de droit privé et d'économie à destination des Juristes.

Le M2 approfondit la spécialisation : en droit européen de la concurrence, droit des réseaux, droit de l'énergie, international public contracts, contentieux, aides publiques, éthique et compliance, contrats et numérique, challenge of globalization.

Il offre un programme d'échange avec l'Université de Chicago.

Objectifs

- Adapter ses savoirs juridiques aux enjeux contemporains du droit public des affaires, en France, en Europe et à l'international
- Comprendre les problématiques actuelles du droit public de la concurrence à intégrer dans les politiques publiques et dans les contrats publics : transition écologique, indépendance énergétique, développement durable, politique industrielle et souveraineté numérique, autonomie stratégique
- Savoir prendre en compte les obligations d'éthique et de conformité



Savoir-faire et compétences

Formation à l'analyse et au conseil juridique argumenté dans les domaines du droit public des affaires : régulation, législation, procédure et contentieux , en particulier :

- Analyser, synthétiser les problèmes exposés par un client et construire une réponse juridique adaptée
- Rechercher, veiller, analyser et exploiter des informations juridiques, économiques et politiques nationales européennes et internationales
- Rédiger des actes, des clauses contractuelles, des conclusions et présenter des rapports de synthèse

Les + de la formation

Le master Droit de l'Economie est une formation spécialisée bidisciplinaire, ayant pour objectif de former les étudiants aux problématiques contemporaines du droit public des affaires, tels que les enjeux de souveraineté économique et du développement durable dans l'action publique et la régulation. Afin d'enrichir les facultés d'analyse nécessaires à leurs futurs métiers, cette formation transcende la distinction droit public/droit privé et initie les étudiants à des outils d'analyse économique. Elle propose une forte ouverture à l'international grâce à de nombreux cours dispensés en anglais et des liens avec des organisations internationales telles que l'OCDE, la Banque Mondiale ou la BERD.

En abordant les questions du droit public et d'économie de la concurrence dans les secteurs de l'énergie, des réseaux, et du numérique, ou dans l'utilisation des instruments des aides publiques ou de la commande publique, ou encore en étudiant les obligations d'éthique et conformité, ce master forme des Juristes qui pourront envisager de travailler aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, en France ou à l'International.

Organisation

En M1 : rentrée le 1^{er} septembre puis calendrier commun à tous les masters – vacances universitaires

En M2, calendrier spécifique, identique pour tous les étudiants de la promotion :

Un premier semestre de cours de début septembre à fin février, en principe 3 jours de cours de mercredi à vendredi, parfois avec des semaines complètes ;

Puis temps plein en stage ou mémoire de recherche (1^{ère} session début juillet)

Pour les apprentis le temps plein se prolonge jusqu'à la fin août (2^{ème} session)

Stage ou alternance

Ouvert en alternance

En M2, les étudiants ont le choix entre un stage, un mémoire de recherches, un échange à l'Université de Chicago, ou un contrat d'apprentissage qui doit être conclu au plus tard le 30 novembre de l'année d'inscription.



RYTHME DE L'ALTERNANCE

Durée totale : 12 mois

Nombre d'heures : 402h de formation

Alternance - Hebdomadaire au premier semestre : 2 jours en entreprise et 3 jours à l'Université, de début septembre à fin février, puis temps plein en entreprise jusqu'à fin août sauf 2 semaines en juin réservées aux examens et aux derniers cours.

Stages

La possibilité d'effectuer un stage (ou bien un mémoire) est proposée en M1 en principe entre mai et juin, parfois l'été.

En M2, les étudiants ont le choix entre un stage, un mémoire de recherches, un échange à l'Université de Chicago, ou un contrat d'apprentissage. Le stage peut s'effectuer de mars à août, en cabinet d'avocat, en entreprise, en administration nationale ou locale. Le stage peut également se dérouler à l'étranger ou dans une organisation internationale (OCDE à Paris).

En M2, le stage donne lieu à la préparation d'un rapport qui est soutenu devant un jury composé du maître de stage et d'un enseignant du master. Le rapport de stage comporte une partie théorique afin de mobiliser les connaissances acquises lors du master.

Admission

Conditions d'admission

En M1 (MonMaster) : sélection sur dossier et entretien pour les admissibles en partie en anglais

En M2 (e-candidat) : idem

Pré-requis et critères de recrutement

M1 : bon niveau général tout au long du parcours d'études et aisance en anglais (certification recommandée), Licence en droit, en droit- économie, en administration publique. Entretien en partie en anglais

Accès direct en M2 : plateforme eCandidat

Recrutement sur dossier + entretien pour les admissibles, en partie en anglais. Le Master 2

exige une formation en droit, des compétences en droit public et / ou privé des affaires, un intérêt pour l'économie avec une mise à niveau possible.



Et après

Poursuite d'études

Plusieurs de nos étudiants sont embauchés lors de leur apprentissage ou de leur stage. D'autres passent les concours de l'Ecole d'avocats (CRFPA), des concours de la fonction publique, ou poursuivent vers des parcours parfois très sélectifs : masters de spécialisation à Paris 1 ou Paris 2, mastères grandes Ecoles ESSEC et M2 Régulation à Dauphine (pré-sélection effectuée par les Directeurs du M2 en vertu d'accords de partenariat), Doctorat, Ecoles à l'étranger : Collège de Bruges, Universités américaines

Insertion professionnelle

Par sa transversalité (droit public/droit privé) et son caractère interdisciplinaire entre le droit et l'économie, notre Master offre une palette très large de débouchés porteurs (cabinets d'avocats, autorités de régulation sectorielles, services juridiques des entreprises, service commande publique ou achats des collectivités territoriales et de l'Etat, montage et suivi de projets en organisations internationales, cabinets de consultants et de lobbying sur les politiques publiques).

Contact(s)

> Regis Lanneau

Responsable pédagogique
rlanneau@parisnanterre.fr

> Laurence Folliot lalliot

Responsable pédagogique
lfolliotlalliot@parisnanterre.fr

Autres contacts

Contact administratif : equipe-master@dsp.parisnanterre.fr



Droit des affaires [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation continue , Formation en apprentissage
- > Formation à distance : Non

Présentation

Parcours proposés

- > [Contentieux des affaires](#)
- > [Droit de la structuration et du financement des entreprises](#)
- > [Droit fiscal de l'entreprise](#)
- > [Droit des entreprises en difficulté](#)
- > [Juriste européen des affaires](#)
- > [Analyse et pratique du droit des affaires](#)
- > [Droit de l'entreprise durable](#)
- > [Gestion juridique de l'entreprise](#)

Présentation

Le master Droit des affaires de l'université Paris Nanterre comporte 8 parcours, dont 7 accessibles en 1^{re} année et un en formation continue exclusivement en 2^e année.

Au cours de la 1^{re} année, les étudiants des différents parcours reçoivent pour l'essentiel les mêmes enseignements, avant d'approfondir la spécialité choisie.

L'ensemble des étudiants bénéficie ainsi d'une formation complète sur les « fondamentaux » du droit des affaires ; cela afin de favoriser une indispensable adaptabilité professionnelle.



Les + de la formation

Le Master Droit des affaires offre aux étudiants une formation alliant une base générale solide en droit des affaires et une spécialisation de qualité dans le domaine du parcours suivi. Cette double orientation est le gage d'une grande adaptabilité des diplômés qui répond aux exigences changeantes de la vie des entreprises.

Afin de permettre aux étudiants d'appréhender les questions étudiées dans toutes leurs dimensions, les enseignements sont dispensés par des enseignants-chercheurs spécialisés. Des praticiens, notamment des anciens du Master, interviennent régulièrement en deuxième année.

Contact(s)

> Arnaud Reygrobellet

Responsable pédagogique

areygrobellet@parisnanterre.fr

Autres contacts

Secrétariat pédagogique : equipe-master@dsp.parisnanterre.fr



Droit du numérique [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale
- > Formation à distance : Non

Présentation

Parcours proposés

- > [Droit du numérique](#)

Présentation

Le Master de droit du numérique permet aux étudiants d'acquérir des compétences approfondies, tant théoriques qu'expérimentales (en droit de la propriété intellectuelle, en droit public du numérique, en protection des données personnelles, en cybercriminalité...), ainsi que des compétences transversales (en gouvernance mondiale de l'Internet, en justice numérique, en droit de la santé numérique, en droit des communications électroniques...) en s'appuyant sur un socle solide de connaissances dépassant les frontières entre droit public et droit privé, et de surcroît largement pluridisciplinaires (blockchain, biométrie, identité numérique, smart contracts, deep learning, intelligence artificielle, régime juridique de la donnée, par exemple).

Les débouchés offerts par le Master sont très nombreux et variés : métiers de juriste contractuel dans des entreprises spécialisées dans le secteur du numérique, autorités administratives indépendantes, start-up innovantes, acteurs du e-commerce, sociétés de l'audiovisuel, collectivités territoriales, banques), avocats, concours des douanes... Le volet recherche du Master permet aux étudiants qui le souhaitent de poursuivre leurs études par la préparation d'un doctorat en droit privé ou en droit public.



Droit européen [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Oui
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation en apprentissage, Formation continue
- > Formation à distance : Non

Présentation

Parcours proposés

- > [Droit de la mobilité des personnes](#)

Présentation

La mention offre une spécialisation en droit de l'Union européenne, pour des étudiants désireux de mener une carrière de juriste à l'échelle européenne, internationale ou nationale. Elle permet d'acquérir une culture générale de droit européen tout en approfondissant une politique centrale de l'Union, la mobilité des personnes (dimension externe – asile, immigration – et interne – mobilité des citoyens européens, coopération judiciaire en matière civile / pénale).

La mention se compose de deux parcours, dont l'un en apprentissage.

Objectifs

Les étudiants acquièrent une spécialisation en droit de l'Union européenne, droit d'une grande technicité et spécificité. Ils sont ainsi à même d'évoluer professionnellement à l'échelle européenne, internationale ou nationale. Les enseignements multiplient les mises en situation et méthodes pédagogiques innovantes, pour favoriser la mise en pratique des acquis théoriques.

Savoir-faire et compétences



Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés
Analyse et résolution de problématiques juridiques complexes
Compétences rédactionnelles
Communication spécialisée pour le transfert de connaissances
Expression orale adaptée et rigoureuse
Transformation des connaissances en projet professionnel

Les + de la formation

La mention Droit européen offre plusieurs spécificités :

- Elle est une formation transversale, qui transcende la distinction droit public / droit privé
- Elle offre une spécialisation originale, très recherchée sur les questions liées à la mobilité des personnes à l'échelle de l'Union européenne
- La formation allie outils théoriques et mises en situation pratiques (clinique juridique, simulation de plaidoiries, de sommets européens...)
- Un nouveau parcours en apprentissage renforce l'attractivité de la mention pour les employeurs
- Des liens étroits sont noués avec plusieurs administrations ou institutions, à l'échelle européenne ou nationale (Cour de justice de l'UE, agences européennes, Conseil d'Etat, ambassades, ministères, ONG)

Organisation

En M1, les enseignements approfondissent le droit européen, en lien avec le droit international, et des aspects du droit interne (droit social, droit du numérique, droit de la concurrence etc.). En M2, les étudiants se spécialisent dans le droit de la mobilité des personnes dans l'UE (asile immigration, droit pénal européen, coopération judiciaire en matière civile).

Stage ou alternance

Ouvert en alternance

La formation propose un parcours en alternance, avec un calendrier adapté à cette modalité : 3 jours à l'Université, 2 jours en entreprise entre septembre et fin février, puis toute la semaine en entreprise.

Stages

- > Stage: Obligatoire (10 jours minimum pour le M1 et 4 mois minimum pour le M2)



Un stage est proposé dès le Master 1 et est requis en M2 (l'étudiant peut faire soit un stage, soit un mémoire de recherche). Le stage en M2 se fait à partir du mois de mars. En M1, il peut être fait pendant les semaines de vacances universitaires, ou tout au long de l'année universitaire, dans un rythme compatible avec les horaires de cours.

Admission

Conditions d'admission

Pour l'admission en M2 : examen sur dossier, et éventuellement entretien.

Prise en compte des résultats académiques depuis la licence, de la cohérence des études antérieures avec le master droit européen, notamment sa spécialisation sur la mobilité des personnes dans l'UE, delà motivation et de la cohérence du projet professionnel.

Bons résultats exigés dans les matières fondamentales de la licence et du master en lien avec la formation (droit européen, international, libertés fondamentales)

Niveau B2 en anglais

Et après

Poursuite d'études

Licence en droit ou en sciences politiques, sans pour autant exclure d'autres licences.

Les étudiants doivent avoir suivi, au cours de la licence, les enseignements fondamentaux de droit européen et/ou de droit international.

Ils doivent manifester une appétence particulière pour le droit de l'Union européenne.

À l'issue du M1, les étudiants peuvent se spécialiser dans l'un des volets de la mobilité des personnes (asile et immigration, coopération en matière pénale, coopération en matière civile).

Insertion professionnelle

Les débouchés concernent les filières européennes et internationales (institutions agences) et internes (cabinets d'avocats, juriste en entreprise, ONG, associations, institutions nationales). Des débouchés spécifiquement centrés sur l'espace de liberté sécurité justice de l'UE sont en plein développement (Europol, Eurojust, ministère de la Justice, OFPRA). Le parcours recherche permet aussi aux étudiants intéressés d'acquérir une spécialisation sur des questions cruciales (migrations, coopération pénale ou civile).



Contact(s)

> **Myriam Benlolo carabot**

Responsable pédagogique
m.benlolo@parisnanterre.fr

> **Evangelia Theocharidi**

Responsable pédagogique
theoche@parisnanterre.fr

Autres contacts

Contact administratif : equipe-master@dsp.parisnanterre.fr



Droit français - Droits étrangers [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Niveau d'étude : BAC +5
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation continue
- > Formation à distance : Facultatif
- > Lieu d'enseignement : Nanterre
- > Campus : Campus de Nanterre

Présentation

Parcours proposés

- > [Droit français - Common law](#)
- > [Droit français - Droit allemand](#)
- > [Droit français - Droits de l'Espagne et de l'Amérique latine](#)
- > [Droit français - Droit italien](#)
- > [Droit français - Droit russe et droits d'Europe orientale](#)

Présentation

Master bilingue Droit français – Droits Etrangers (MBDE)

Le MBDE se compose de cinq parcours : common law, droit allemand, droit italien, droit de l'Espagne et de l'Amérique latine, droit russe et droits d'Europe orientale.

Il permet aux étudiants d'approfondir leurs connaissances en droit français et droit étranger tout en se spécialisant. Il repose sur une mobilité à l'étranger obligatoire en Master 2, d'un minimum de 6 mois.



Les + de la formation

Le MBDE forme des juristes de très haut niveau avec une double compétence linguistique et une connaissance approfondie de deux droits.

Un choix est proposé entre 3 itinéraires en Master 1 : droit des affaires, droits de l'homme et droit international et européen. En parallèle, les étudiant-es se spécialisent en droit étranger sur 50% des cours.

Le Master repose sur une mobilité obligatoire de 6 à 12 mois à l'étranger en Master 2, en stage ou séjour en université. Cette mobilité peut être effectuée auprès d'Universités partenaires, donnant lieu à un double diplôme (Master + LLM ou JD).

Contact(s)

> **Victor Grandaubert**

Responsable pédagogique
vgrandau@parisnanterre.fr

> **Anne-marjolaine Roccati**

Responsable pédagogique
rocca001@parisnanterre.fr

Autres contacts

equipe-master@dsp.parisnanterre.fr



Droit international [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation continue
- > Formation à distance : Non

Présentation

Parcours proposés

- > [Contentieux international et européen](#)
- > [Théorie et pratique du droit international et européen](#)
- > [Droit du commerce international](#)

Présentation

Le master Droit international offre une formation sélective et exigeante en matière de droit international, compris au sens large (droit international privé, public, transnational, européen...).

Il offre trois parcours distincts, chacun ayant une dominante propre même si les trois parcours couvrent les différents aspects du droit international :

- Contentieux international et européen (dominante : droit international privé)
- Droit du commerce international (dominante : droit économique)
- Théorie et pratique du droit international et européen (dominante : droit international public)

Les + de la formation

Le Master Droit international offre une formation de haut niveau dans les différents domaines du droit international (privé, public, transnational, européen etc.). Formation historique de l'Université Paris Nanterre, des générations de professionnels du droit international et européen en sont issus, qui ont fait carrière dans des domaines variés (avocats, arbitres, juristes



d'entreprises, fonctionnaires internationaux ou nationaux, enseignants-chercheurs etc.). Plusieurs cours sont proposés en anglais. La formation offre différentes opportunités : stage, concours de plaidoiries, mémoire de recherche, rencontre avec des professionnels etc.



Droit notarial [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation continue
- > Formation à distance : Non

Présentation

Parcours proposés

- > [Droit notarial](#)

Présentation

L'offre de formation pour la rentrée 2026 est en cours de construction. À titre indicatif, vous pouvez consulter l'[offre 2025-2026](#).

Le master droit notarial a pour ambition de former des juristes de haut niveau souhaitant exercer la profession de notaire.

L'objectif de la formation est à la fois de fournir aux étudiant.e.s un solide bagage technique, nécessaire pour être immédiatement opérationnel.le dans une étude notariale, mais aussi de leur permettre d'acquérir une culture juridique générale, une méthode d'analyse, un esprit critique, gages d'une parfaite intégration et d'une capacité à progresser tout au long de la vie professionnelle.

Dès le Master 1, la perspective professionnelle a pour conséquence logique de centrer les enseignements sur l'ensemble des matières qui sont traitées par les études notariales : droit privé et public de l'immeuble, droit des régimes matrimoniaux, droit des successions et libéralités, droit des sûretés, droit fiscal, droit international privé. En Master 2, les disciplines notariales fondamentales sont approfondies dans des séminaires et des TD d'études de cas.

L'obtention du Master 2 permet de préparer le Diplôme supérieur de notariat (DSN), lequel, après la validation de 4 semestrialités auprès de l'Institut national des formations notariales permet d'exercer en qualité de notaire, de notaire assistant ou de notaire salarié.



Contact(s)

> **Manuella Bourassin-bachmann**

Responsable Formation initiale
mbourass@parisnanterre.fr

> **Marc Pichard**

Responsable pédagogique
mp@parisnanterre.fr

Autres contacts

<https://master-notarial.parisnanterre.fr/>



Droit pénal et sciences criminelles [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation continue , Formation en apprentissage
- > Formation à distance : Non

Présentation

Parcours proposés

- > [Droit pénal et politiques criminelles](#)
- > [Droit pénal économique et de la conformité](#)
- > [Droit pénal international et comparé](#)

Présentation

3 parcours sont proposés au sein de la mention Droit pénal et sciences criminelles :

- Droit pénal et politiques criminelles
- Droit pénal économique et de la conformité
- Droit pénal international et comparé

Le Master Droit pénal comporte des enseignements approfondissant la matière pénale (droit pénal européen, criminologie, droit des crimes internationaux) et nécessaires à l'étude de la matière pénale (droit des étrangers, droit de l'IA, droit international humanitaire).

Les + de la formation

Les objectifs de la formation sont de :

- développer la compréhension, en fonction du parcours choisi, des politiques criminelles, des dimensions internationales et comparées ou, dans le champ économique, de la diffusion de la compliance



- renforcer la connaissance des institutions pénales (ou répressives) et des caractéristiques propres aux différents types de délinquance

- maîtriser les méthodes de recherche en droit

Cette formation s'appuie sur de nombreux partenariats permettant aux étudiants d'échanger régulièrement avec des professionnels du droit pénal

Contact(s)

> **Vissarion Giannoulis**

Responsable pédagogique
giannouv@parisnanterre.fr

> **Manuella Bourassin-bachmann**

Responsable pédagogique
mbourass@parisnanterre.fr



Droit privé [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Oui
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation continue , Formation en apprentissage
- > Formation à distance : Non

Présentation

Parcours proposés

- > [Droit privé général](#)
- > [Contrats et contentieux](#)
- > [Droit du patrimoine](#)

Présentation

La mention droit privé accueille 3 masters généralistes mettant l'accent sur les principales matières du droit civil et de la procédure civile.

DROIT PRIVE GENERAL

DROIT DU PATRIMOINE

CONTRATS ET CONTENTIEUX (APPRENTISSAGE EN M2)

Les + de la formation

Cette mention prépare très bien aux examens et concours d'accès aux professions juridiques et judiciaires (avocats, magistrats, commissaires de justice), tout autant qu'à l'insertion professionnelles des juristes d'entreprise.



Stage ou alternance

Ouvert en alternance



Droit public [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation continue , Formation en apprentissage
- > Formation à distance : Non

Présentation

Parcours proposés

- > [Droit public général](#)
- > [Droit public financier](#)
- > [Droit public appliqué](#)

Présentation

Le master droit public de l'Université Paris Nanterre propose une formation de juriste publiciste qui offre de nombreux débouchés dans les secteurs public et privé. Il repose sur un parcours unique de master 1 qui ouvre vers trois parcours de master 2 : Droit public général, Droit public financier et Droit public appliqué. Les parcours droit public financier et droit public appliqué sont ouverts à la formation en apprentissage en M2 mais les étudiants ont la possibilité de suivre les trois parcours en formation initiale ou en formation continue.

Au cours de la première année, les étudiants suivent une formation complète en droit public interne : approfondissement des matières fondamentales (contrats publics, contentieux administratif, droit public financier, droit des services publics), apprentissage de matières plus techniques (droit de l'urbanisme, droit des travaux publics et de l'expropriation, fonction publique, droit des étrangers, droit fiscal, droit des collectivités territoriales) et des cours d'ouverture (droit de l'environnement, droit parlementaire, théorie générale de l'État, science administrative, droit du patrimoine culturel). Ils bénéficient également d'une initiation à la recherche. Les étudiants acquièrent ainsi un socle de connaissances complet sur lequel ils pourront s'appuyer en master 2 quelle que soit l'orientation choisie.



Les + de la formation

Le master offre une formation de juriste publiciste généraliste avec la possibilité d'orienter son parcours vers une ou plusieurs spécialités. Les débouchés sont très nombreux : fonction publique, avocat, juriste en collectivité publique, magistrature administrative et financière, enseignement et recherche.

Les étudiants bénéficient d'un encadrement exceptionnel de la part d'enseignants chercheurs publicistes et de praticiens ; ils profitent des conférences du Centre de recherches en droit public, du partenariat avec le TA de Cergy et sont portés par l'association du master, l'AJPN.



Droit social [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation en apprentissage, Formation continue
- > Formation à distance : Non

Présentation

Parcours proposés

- > [Droit du travail - Analyses et pratiques](#)
- > [Juriste d'entreprise et ressources humaines](#)
- > [Juriste en droit de la protection sociale](#)

Présentation

Le Master de Droit social de Nanterre forme des juristes spécialisés en droit du travail et en droit de la protection sociale. Il permet d'acquérir les connaissances et les méthodologies nécessaires à l'exercice des divers métiers qui exercent le droit social : juriste d'entreprise, direction des ressources humaines, juriste dans une organisation professionnelle, avocat en droit social, inspection du travail, journalisme social...

La Master 1 (première année) est commun à tous les étudiants, sous réserve de leurs choix parmi des matières optionnelles. Le Master 2 (seconde année) intègre 3 parcours différenciés.

Objectifs

- Acquérir de solides connaissances sur tous les champs du droit social (droit du travail, droit de la protection sociale)
- Manier les sources, les acteurs, les institutions et les techniques du droit social
- Maîtriser la méthodologie juridique en droit social
- Connaître tous les métiers du droit social



- Intégrer les rapports du droit social avec d'autres branches du droit
- Identifier les enjeux du monde du travail auxquels se rapporte le droit social et/ou du droit social
- Renforcer la qualité de l'expression juridique écrite et orale

Savoir-faire et compétences

- Identifier les problématiques juridiques qui relèvent du droit social
- Rechercher, organiser et exposer le raisonnement juridique permettant de répondre aux situations pratiques régies par le droit social
- Se repérer dans le contentieux du droit social
- Articuler le droit social avec d'autres branches du droit
- Travailler de manière individuelle ou collective
- Analyser des textes ou des décisions de justice intéressant le droit social

Les + de la formation

- Structuration (M 1 unique – 3 parcours de M 2) permettant une orientation professionnelle progressive
- Exploration de tous les champs du droit social (droit du travail et droit de la protection sociale) y compris dans leurs dimensions internationales et européennes
- Acquisition d'un solide socle de connaissances et de méthodologies en droit social
- Accompagnement individualisé des étudiants dès le M 1
- Interventions de nombreux professionnels du droit
- Réseaux de partenaires d'accueil en apprentissage (M2)
- Qualité reconnue du Master et de l'équipe pédagogique
- Excellente insertion professionnelle à l'issue du Master.

Organisation

La première année du Master de Droit social (M1) – dite indifférenciée – est commune à tous les étudiants, sous réserve de leurs choix parmi des matières optionnelles. Son contenu permet de découvrir et/ou d'approfondir tous les champs du droit social, de se familiariser avec tous les métiers du droit social ainsi que de s'exercer aux méthodologies d'application et d'analyse du droit social. L'objectif est de mettre les étudiants en mesure de choisir de manière éclairée leur orientation professionnelle dans les champs du droit social en optant pour l'un des 3 parcours de M2 Droit social.

- Combinaison de cours magistraux, de travaux dirigés et de séminaires
- Deux cours magistraux avec travaux dirigés par semestre
- Un séminaire annuel pratiquant la méthodologie de la pédagogie inversée
- Un tronc commun de matières obligatoires



- Des choix possibles parmi des matières optionnelles
- Un séminaire semestriel sur les métiers du droit social
- Un accompagnement individualisé

Stage ou alternance

Stages

> Stage: Obligatoire (2 mois)

Le stage obligatoire pour les étudiants de master 1 qui optent pour le parcours de master 2 Droit du Travail Analyse et pratiques doit permettre de se familiariser avec l'environnement professionnel du droit social. Il peut se dérouler en cabinet d'avocats, en entreprise ou bien encore au sein d'une organisation professionnelle ...

Il doit être réalisé entre la fin du master 1 et le début du master 2. Il est d'une durée de deux mois. Sur autorisation de la direction, une réduction de cette durée est possible, notamment pour permettre aux étudiants qui le souhaitent, de se présenter au CRFPA dans de bonnes conditions.

Admission

Capacité d'accueil

Master 1: 75

Et après

Poursuite d'études

La validation du master 1 Droit social ouvre l'accès à l'un des trois parcours du master 2 Droit social :

- Parcours Droit du Travail Analyse et Pratiques (DTAP)
- Parcours Juriste d'Entreprise et Ressources Humaines (JERH)
- Parcours Juriste en Droit de la Protection Sociale (JDPS)

Insertion professionnelle



La validation du master 1 Droit social permet de se présenter à des examens et/ou des concours ouvrant l'accès à des métiers du droit social, parmi lesquels :

- Examen d'entrée au CRFPA (Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats)
- Concours d'entrée à l'ENM (Ecole Nationale de la Magistrature)
- Concours de l'Inspection du Travail
- Concours de l'Ecole Nationale de la Sécurité Sociale.

Elle permet également d'exercer des fonctions d'assistant juridique voire de juriste en droit social.

Contact(s)

> Isabel Odoul asorey

Responsable pédagogique
iodoulasorey@parisnanterre.fr

> Thomas Pasquier

Responsable pédagogique
t.pasquier@parisnanterre.fr

Autres contacts

Contact administratif : pole-relations-pro@dsp.parisnanterre.fr



Justice, procès et procédures [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation en apprentissage
- > Formation à distance : Facultatif

Présentation

Parcours proposés

- > [Métiers de la justice](#)
- > [Métiers de la sécurité](#)

Les + de la formation

Le Master Justice, procès et procédures est à la fois un diplôme universitaire classique qui apporte aux étudiants une très bonne formation sur l'ensemble du droit et une préparation aux concours juridiques notamment de l'ENM et de l'ENSP. Dans cette perspective, ce Master permet d'approfondir les différentes disciplines évaluées dans ces concours, entraîne à la méthodologie des épreuves et garantit un accompagnement plus individualisé par des tutorats. Par un stage obligatoire (2 mois), les étudiants mettent en œuvre les acquis théoriques de la formation et confirment leur orientation.

Contact(s)

- > **Audrey Darsonville**
Responsable pédagogique
adarsonv@parisnanterre.fr
- > **Eva Menguina gordon**
Responsable pédagogique





Science politique [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale, Formation en apprentissage, Formation continue
- > Formation à distance : Non

Présentation

Parcours proposés

- > [Gestion des collectivités territoriales](#)
- > [Métiers de la solidarité internationale: coopération et ONG](#)
- > [Risques, sécurité et conflits](#)
- > [Sciences sociales du politique et de l'international](#)
- > [Travail politique et parlementaire](#)

Présentation

Le Master de science politique propose une formation approfondie, à la fois diversifiée et spécialisée, ouverte à tous les étudiant.e.s ayant ou non suivi un enseignement complet en science politique au niveau de la Licence. En première année, il vise, dans son socle commun, à renforcer les connaissances des étudiant.e.s à travers des cours généralistes (sociologie des mobilisations, construction des problèmes publics, sociologie politique européenne et de l'international, démocratie et représentation) ou à travers des cours plus spécifiques à leur parcours vers la deuxième année de Master. Il ouvre la voie à une professionnalisation, non seulement vers les divers métiers de la pratique politique (dans les partis politiques, dans les institutions parlementaires, dans les collectivités territoriales, dans les groupes de pression, etc.), mais aussi dans les divers métiers de l'analyse politique, dans le monde académique (enseignement et recherche universitaire) ou en dehors (expertise, journalisme, communication, ONG, etc.).

Les + de la formation



Le Master de science politique se distingue par la cohérence de son architecture pédagogique : un socle commun de cours théoriques en M1 (sociologie des mobilisations, construction des problèmes publics, sociologie politique internationale, science, technologie et société, démocratie et représentation) garantit des fondements partagés avant une spécialisation approfondie en M2 alliant enseignements théoriques et pratiques. Le cursus prépare à une vaste gamme de débouchés : enseignement et recherche, carrières politiques (partis, institutions parlementaires, collectivités, organisations), solidarité internationale, expertise stratégique, journalisme et communication.

Organisation

Le Master s'organise, en première année (Master 1), suivant cinq parcours distincts qui préparent aux cinq parcours de deuxième année (Master 2) : Sociologie politique / sociologie politique de l'international (SPSPI), Travail politique et parlementaire (TPP), Gestion des collectivités territoriales (GCT), Métiers de l'international et de la coopération (MICO) et Risque, sécurité# et conflits (RisC).



Systèmes juridiques et droits de l'Homme [Master]

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Durée : 2 ans
- > ECTS : 120
- > Ouvert en alternance : Non
- > Formation accessible en : Formation initiale
- > Formation à distance : Non

Présentation

Parcours proposés

- > [Droits de l'Homme](#)
- > [Théorie et analyse du droit](#)
- > [Histoire et anthropologie du droit](#)

Présentation

La Mention « Systèmes Juridiques et Droits de l'Homme » offre une formation unique en France, qui prend acte des profondes transformations contemporaines du droit. Celui-ci ne doit être envisagé ni dans une perspective seulement nationale ni dans une perspective disciplinaire unique. Il requiert d'adopter un point de vue qui transcende à la fois les systèmes juridiques et les différentes branches du droit : c'est ce qui caractérise aussi bien la question des droits de l'Homme et l'approche théorique du droit que la perspective de l'histoire juridique.

Les trois parcours correspondants (« Droits de l'Homme », « Théorie et Analyse du Droit » et « Histoire et Anthropologie du Droit ») sont ainsi ouverts à tous les étudiants qui sont désireux de saisir le phénomène juridique dans toutes ses dimensions (technique, théorique ou historique) et d'appréhender ainsi le droit par-delà ses frontières, qu'elles soient nationales ou disciplinaires.

Les + de la formation

Le Master est adossé à trois centres de recherche cohérents avec son objet. L'un est directement orienté vers la théorie du droit, c'est le ThéorHis ; un autre est consacré à l'étude et à la recherche sur les droits fondamentaux, c'est le CREDOF, tous



deux étant réunis au sein de l'UMR 7074, qui associe des chercheurs du CNRS et de l'Université Paris Nanterre ; le troisième spécialise ses recherches en histoire et anthropologie du droit, c'est le CHAD. Cette proximité entre la formation de master et ces centres de recherche permet, d'une part, de constituer une équipe pédagogique en master spécialisée dans les matières enseignées et, d'autre part, d'associer les étudiants de master aux nombreuses activités des centres (conférences, colloques, recherches, perspectives doctorales, ...).

Contact(s)

> **Charlotte Girard**

Responsable pédagogique
cgirard@parisnanterre.fr

> **Isabelle Boucobza**

Responsable pédagogique
iboucobza@parisnanterre.fr



Capacité en droit

Infos pratiques

- > Composante : Droit et science politique
- > Niveau d'étude : Baccalauréat ou diplôme équivalent
- > Ouvert en alternance : Non
- > Lieu d'enseignement : Nanterre
- > Campus : Campus de Nanterre

Présentation

Parcours proposés

- > [Capacité en droit](#)

Présentation

La Capacité est une formation généraliste en droit. Elle est un diplôme de niveau 4 délivré à l'issue d'une formation de deux années universitaires.

Elle offre aux étudiants la possibilité d'acquérir, de manière progressive, les principales méthodes de travail et des connaissances juridiques, permettant :

- la poursuite d'études juridiques supérieures (Licence)
- l'acquisition de compétences professionnelles.

Objectifs

La Capacité en droit est une formation en droit dispensée pendant deux années universitaires. Elle conduit à l'obtention du Certificat de la Capacité en droit.

L'originalité de la Capacité en droit est qu'elle est accessible sans le baccalauréat. Cette possibilité d'accéder à l'enseignement supérieur à l'Université s'adresse aux personnes qui souhaitent suivre ou reprendre des études supérieures.

À l'issue de leurs deux années d'études, les étudiants doivent être en mesure de lire et comprendre une décision de justice, d'analyser un texte de loi, de résoudre un cas pratique et de rédiger une dissertation.



Une fois obtenu, le certificat de la Capacité en droit est un diplôme équivalent au baccalauréat. Il permet donc de poursuivre des études supérieures et en particulier offre une transition en licence de droit. La poursuite d'études en droit offre de nombreux débouchés : les métiers du droit sont diversifiés. Le droit peut être pratiqué en entreprise, dans une administration, en profession libérale, etc.

Savoir-faire et compétences

En termes de savoir :

- Découvrir et approfondir des matières juridiques
- Apprendre la méthodologie de droit
- Apprendre à lire une décision de justice ou une loi
- Apprendre à résoudre des cas pratiques

En termes de savoir-faire :

- Lire une décision de justice
- Lire une loi
- Résoudre des cas pratique
- Savoir présenter un exposé

Organisation

Le programme comprend un volume de 501 heures d'enseignement, réparties sur deux années universitaires. Les cours se déroulent de 17h30 à 20h30 en semaine sur le campus de l'Université, ponctuellement le samedi matin.

L'apprentissage se déroule de manière progressive et respectueuse du rythme de travail des étudiants.

Il comprend :

- des enseignements fondamentaux en Droit privé et en Droit public ;
- des enseignements de remise à niveau et de consolidation en culture générale ;
- un enseignement de l'anglais.

L'ensemble de ces enseignements, dispensés par des universitaires de Paris-Nanterre, associent formation théorique (2/3) et formation pratique (1/3).

Admission

Conditions d'admission

Les candidats au certificat de la capacité doivent être âgés d'au moins 17 ans accomplis, au 31 décembre de l'année d'inscription, sauf dérogation accordée par la direction de la faculté de droit.

Aucune condition de diplôme n'est exigée.



Public cible

Vous n'avez pas le bac ? Vous avez au moins 17 ans ?

Vous souhaitez poursuivre des études supérieures ?

Et après

Poursuite d'études

Accès à la poursuite d'études en licence de Droit

Admission en première année :

Les étudiants qui ont obtenu le diplôme de la capacité avec une moyenne d'au moins 10 sur 20 sont dispensés du baccalauréat pour candidater en première année de licence, mention Droit, ainsi qu'en première année de toutes poursuites d'études autorisées par les lois et les règlements.

Admission en 2e année de licence :

Les étudiants qui ont obtenu le diplôme de la capacité en droit avec une moyenne d'au moins 15 sur 20 peuvent candidater en deuxième année de la licence mention droit.

Insertion professionnelle

Une fois obtenu, le certificat de la Capacité en droit est un diplôme équivalent au baccalauréat. Il permet donc de poursuivre des études supérieures et en particulier offre une transition en licence de droit. La poursuite d'études en droit offre de nombreux débouchés : les métiers du droit sont diversifiés. Le droit peut être pratiqué en entreprise, dans une administration, en profession libérale, etc.

Contact(s)

> **Sophie Rozez**

Responsable pédagogique

srozez@parisnanterre.fr

Autres contacts

secretariat-capacite@dsp.parisnanterre.fr

